

discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres⁵.

- (6) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027⁶, modifié suite à l'examen mi-parcours⁷, lequel définit les priorités suivantes : i) capital naturel et humain ; ii) croissance économique verte et numérique ; iii) société prospère et sûre.
- (7) Le plan d'action pluriannuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947, programme géographique « Afrique subsaharienne » vise à soutenir la société civile, la participation et le leadership des femmes et des filles et le port autonome de Cotonou.
- (8) L'action intitulée « Programme d'appui au Port de Cotonou ProPort II » vise à l'amélioration de la gouvernance, des performances et de la compétitivité du secteur portuaire, et au soutien de l'économie bleue durable, à travers un renforcement et un élargissement des activités initiées par le ProPort I et en complémentarité d'autres actions de l'Initiative Équipe Europe « Investir pour un Port de Cotonou durable ».
- (9) L'action intitulée « Participation et leadership des femmes et des filles au Bénin » a pour objectif général de promouvoir le leadership féminin pour favoriser la participation des filles et des femmes aux prises de décisions politiques et citoyennes dans la société béninoise.
- (10) L'action intitulée « Programme d'appui à la société civile » entend appuyer la société civile béninoise à être véritablement un acteur de gouvernance démocratique et de développement.
- (11) L'objectif et la conception de toutes les actions remplissent les critères de l'aide publique au développement, tels qu'établis par le CAD de l'OCDE, conformément aux exigences de l'article 3(3) du règlement (UE) 2021/947, puisque l'action concourt au développement durable des pays partenaires et à la mise en œuvre du programme 2030. Les pays bénéficiaires de l'action qui figurent sur la liste des bénéficiaires de l'APD sont recensés dans le document d'action correspondant.
- (12) En vertu de l'article 62(1), point (c), du règlement financier et l'article 26(1) du règlement (UE) 2021/947, les actions figurant aux annexes 1 et 3 seront mises en œuvre en gestion indirecte.
- (13) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les personnes et les entités chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 157(3) du règlement financier.
- (14) À cette fin, et avant qu'une convention de contribution puisse être signée, ces personnes et entités doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation

⁵ JO L 433I du 22.12.2020, p. 28.

⁶ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Bénin pour la période 2021-2027, C(2021)9494 final du 16/12/2021.

⁷ Décision d'exécution de la Commission modifiant les programmes indicatifs pluriannuels nationaux, plurinationaux et régionaux 2021-2027 pour l'Afrique subsaharienne, l'Asie et le Pacifique, les Amériques et les Caraïbes et les programmes indicatifs pluriannuels concernant les organisations de la société civile, les défis mondiaux et les droits de l'homme et la démocratie, C(2024)7502 final du 31.10.2024.